

## AMÉLIORER LES INITIATIVES DU NIGERIA Pour bénéficier du commerce de la CEDEAO

### 1.0. PRÉSENTATION



Les ministres du Commerce de la CEDEAO et les partenaires de développement

Le continent africain est caractérisé par un grand nombre de petits marchés enclavés, qui dépendent trop économiquement des pays voisins, ce qui représente une cause importante de la nécessité de l'intégration régionale. Les différentes communautés économiques régionales (CER) ont été créées pour répondre à ce besoin, et tel qu'il est actuellement, chaque pays d'Afrique est membre d'au moins une CER, et il est permis de faire partie de plus. La force motrice derrière la création de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) (comme d'autres CER en Afrique) a été la promotion de la coopération et de l'intégration de l'activité économique, sociale, politique et culturelle, afin de conduire à la création d'une union économique et monétaire grâce à l'intégration totale des économies nationales des Etats membres. La CEDEAO vise également à élever le niveau de vie de ses peuples, de maintenir et d'améliorer la stabilité économique, de favoriser les relations entre les Etats membres pour qu'ils puissent contribuer au progrès et au développement du continent africain.

Cependant, les composants qui sont censés de garantir cette intégration anticipée par les Etats membres sont confrontés d'un grand nombre des défis dans sa mise en œuvre. Parce que l'intégration régionale est une fin pour le développement, les observateurs économiques sont de l'opinion qu'il peut aider les industries régionales de devenir plus compétitives ayant davantage économique en éliminant des producteurs qui sont moins productifs sur le marché, ainsi dans l'établissement et le renforcement des produits des chaînes de valeur et de faciliter le transfert de technologie et de connaissances à travers les effets de la proximité. L'intégration régionale peut inciter et stimuler le développement des infrastructures et attirer les investissements directs étrangers (IDE) dans les pays de la sous région pour pouvoir accélérer la croissance économique et le développement.

Le traité de Lagos signé par 15 chefs d'Etat et de gouvernement le 25 mai 1975 a établi la CEDEAO avec l'objectif primordial de l'intégration économique régionale et de la coopération politique. En raison de la lenteur de la mise en œuvre du traité de Lagos, une révision a été rendue nécessaire pour accélérer le processus d'intégration économique et de promouvoir la coopération politique. Le traité révisé a été communiqué à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) le 26 Septembre 2005 sous la Clause qui suit, comme la coopération Sud-Sud, toutefois, il n'avait pas le statut de négociation qui exige les Etats membres d'être liés dans un traité – contrairement à ce qui se passe à l'UE, par exemple.

L'article 3 du traité révisé de la CEDEAO souligne ses objectifs d'intégration économique régionale et la coopération politique. L'objectif du traité révisé vise essentiellement à libéraliser le commerce entre les Etats membres grâce à l'élimination des obstacles tarifaires et non tarifaires, et finalement de devenir une union économique et monétaire après avoir eu le succès dans le processus d'une zone de libre-échange (ZLE), d'une union douanière (UD) et d'un marché commun. Implicitement, la promotion du commerce et, en particulier, le commerce intra-régional est l'intention et l'esprit du traité de la CEDEAO, comme la stratégie pour assurer l'intégration socio-économique et politique dans la région ouest-africaine. Dans la poursuite de ce fait, la zone de la CEDEAO a été officiellement déclaré une ZLE à partir du 1er Janvier 2000 et la zone essaie actuellement à devenir une union douanière.

### 2.0. Résultats du Commerce intra-régional en Afrique de l'Ouest



Pour créer de meilleures conditions pour l'Afrique occidentale commerce intra-régional en facilitant les frontières goulots d'étranglement

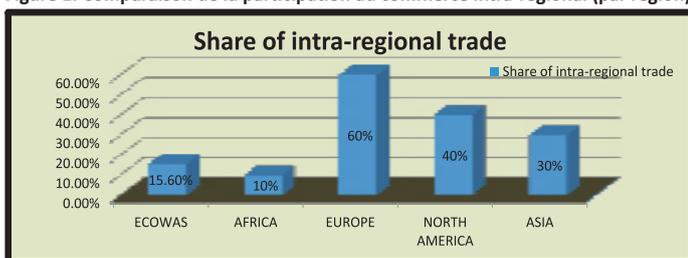
Les autres régions du monde bénéficient de niveaux relativement élevés d'échanges au sein de leurs régions. Cependant, le commerce intra-régional en Afrique de l'Ouest ne semble pas arriver à ce niveau international, mais on la décrit comme marginal, le niveau des échanges dans la région est estimée à 15,6% par rapport au commerce dans d'autres sous-régions du monde, surtout en Asie et en Amérique du Nord. La raison pourrait être attribué au niveau élevé du commerce informel (estimée à plus de 60%) qui n'est pas capté dans les statistiques officielles du commerce. Parfois, il est important de se demander pourquoi ces volumes d'échanges existent de manière informelle, et la réponse est qu'il s'agit d'une

réaction naturelle à des obstacles et des contraintes impliqués dans l'exportation de produits dans le secteur formel qui signifie que l'existence d'un commerce informel est liée aux problèmes associés au commerce formel.

La CEDEAO a montré une croissance modérée comme une Communauté économique intra-régionale (CER) dans le commerce entre 2000 et 2007. L'exportation dans la sous-région a enregistré un taux moyen de croissance de 32%, et un taux moyen de croissance d'importation de 36% pour le commerce intra-CER durant cette période. Ce chiffre est presque la même dans sa participation au commerce intra-africain, avec un taux de croissance moyen des exportations de 33% et des importations de 32%, tandis que le commerce de la sous-région avec le reste du monde reste constante à 24% des exportations et 27% des importations.

Il convient de mentionner que les plus grandes économies en Afrique sont également parmi les grands acteurs du commerce intra-régional. Par exemple, l'Afrique du Sud est le premier importateur intra-régional et exportateur en Afrique, et en 2010, le pays a exporté une valeur de marchandises de plus de 12 milliards de dollars et importé des marchandises d'une valeur de 7 milliards de dollars par rapport au reste du continent et surtout autour de sa CER, la Communauté Sud Africaine de Développement (SADC). Le Nigeria, qui est la troisième plus grande économie en Afrique, était aussi le deuxième exportateur intra-régional (bien qu'il était relativement faible). Il a été démontré qu'il est plus facile et plus rentable de vendre dans un marché qui est proche qu'un marché éloigné. En outre, nous rappelons que le commerce intra-régional dépend fondamentalement sur l'avantage comparatif qu'un Etat membre de la CEDEAO ou un exportateur a par rapport à ses partenaires commerciaux. Bien que cet avantage est basé sur les dotations en ressources du ce pays, il est influencé par les politiques nationales, les institutions locales, l'ambiance commerciale, ainsi que la vision du secteur privé.

Figure 1: Comparaison de la participation au commerce intra-régional (par région)



Source: Rapport de l'UA 2010 sur le plan d'augmenter le commerce intra-Africain

Table 1: Les pays membres de la CEDEAO, de la ZMOA et de l'UEMOA

Pays	CEDEAO	ZMOA	UEMOA
Le Bénin	XXX		XX
Le Burkina Faso	XXX		XX
Le Cap-Vert	XXX		
La Côte D'Ivoire	XXX		XX
La Gambie	XXX	XX	
Le Ghana	XXX	XX	
La Guinée	XXX	XX	
La Guinée Bissau	XXX		XX
La Libéria	XXX	XX	
La Mali	XXX		XX
Le Niger	XXX		XX
Le Nigeria	XXX	XX	
Le Sénégal	XXX		XX
La Sierra Leone	XXX	XX	
Le Togo	XXX		XX

Source: par l'auteur

## 2.1. L'état du Commerce Intra-Régional

Le commerce intra-régional de la CEDEAO indique une moyenne intra-commerce au sein de la Zone monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO) d'environ 2,76%, ce qui est extrêmement faible par rapport à 12,84% dans la zone de l'UEMOA. Le taux nigérian du commerce intra-totale au sein de la ZMAO était 0,36% en 2005, mais il a augmenté considérablement entre 2005 et 2012. Le Nigeria est actuellement le plus grand exportateur intra-régional dans la région. Il a été estimé à 4,7% en 2010 parmi les pays membres de la ZMAO, avec une population d'environ 70% de la CEDEAO qui a plus de 300 millions de personnes et le Nigeria qui contribue environ de 70% du PIB de la région devrait stimuler le commerce. Les avantages d'assurer une union économique et monétaire efficace de la ZMAO est que les pays membres comme le Nigeria auront l'occasion de faire du commerce dans un marché plus vaste avec l'élimination des barrières commerciales qui conduit à une réduction des coûts de transaction.

Figure 2: comparaison du commerce du Nigeria au sein des Etats de la ZMAO et non ZMAO de la CEDEAO



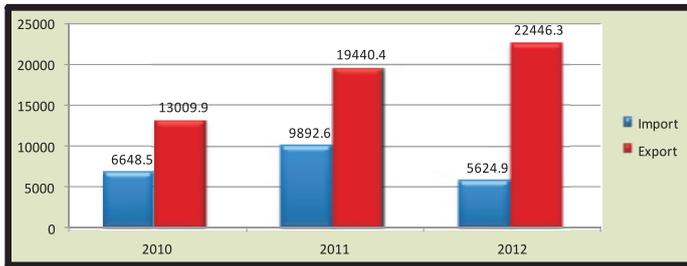
Source: Calculé des différentes moyennes

## 2.2. Le Commerce Nigeria-CEDEAO dans l'intégration Continentale

Il est à noter que les efforts en cours pour l'harmonisation inter-regroupement, tels que la CEDEAO, la ZMAO et l'UEMOA, ainsi que la convergence de facto comme dans la COMESA et la CEA, sont importants pour un avenir plus large d'harmonisation des règles d'intégration et d'origine au niveau continental. Cette harmonisation inter-regroupement peut faciliter le commerce intra-régional, pour approfondir et harmoniser les processus d'intégration régionale en Afrique permettant la convergence entre les deux modèles à l'appui d'une seule zone de libre échange.

Le chiffre du commerce entre le Nigeria et les Etats de la ZMAO et le taux de commerce avec les pays non-ZMAO indiquent respectivement qu'à part le Ghana, le Nigeria fait plus de commerce avec les Etats non-ZMAO en termes de valeur que les Etats membres de la ZMAO. Les données du commerce entre le Nigeria et le Liberia entre les années 2005 – 2007 était nulle, ce qui peut être le résultat de la réingénierie des processus politiques après la crise dans ce pays. Ceci peut être la raison pour laquelle on aurait dû avoir la présence forte du Nigeria dans le pays sauf qu'il y a trop d'insécurité d'entreprise. Le Nigeria a enregistré une balance négative de commerce avec la Sierra Leone, la Gambie et la Guinée Conakry dans des années en revue, surtout entre 2005-2007.

Figure 3: Résumé du commerce du Nigeria (Miliard ₦)



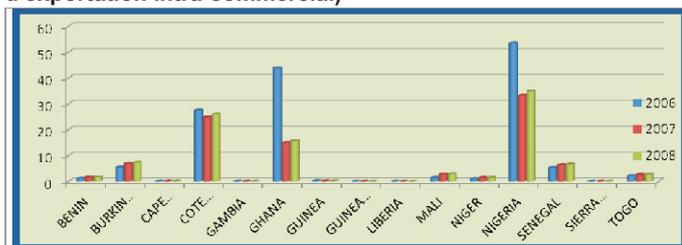
Source: Les statistiques NBS du commerce étranger en 2012

### 2.3. Le Commerce du Nigeria dans la Configuration de la ZMAO

Le commerce du Nigeria avec les pays non membres de la ZMAO indique que le Nigeria avait un équilibre négatif des échanges avec certains pays dans ce groupe. Il est cependant remarquable de constater que la valeur totale des échanges commerciaux entre le Nigeria et les Etats non membres de la ZMAO pendant les années mentionnées ci-dessus est supérieure à son commerce avec les Etats de la ZMAO. Il est également intéressant de noter qu'à part l'année 2007, l'équilibre total des échanges commerciaux du Nigeria a été plus favorable dans son commerce avec les Etats non-ZMAO que les Etats de la ZMAO. Le plus grand volume des échanges commerciaux entre le Nigeria et les Etats non ZMAO peut être attribué au fait que le Nigeria est entouré par les Etats de l'UEMOA comme le Bénin, le Togo et le Nigeria à l'ouest et au nord respectivement.

Le Nigeria exporte principalement du pétrole à la plupart des Etats ouest-africains et importe une large gamme de produits de ces pays. Le Nigeria a une négociation plus favorable avec les pays non-ZMAO parce qu'ils sont des pays avec lesquels le Nigeria a des frontières communes avec, ce qui favorise un impact fort sur le commerce voisin. En outre, la compréhension entre les pays de la ZMAO avec les pays de l'UEOMA permet plus d'échanges entre les pays de la ZMAO et les non pays de la ZMAO. Cette évolution explique l'ironie présenté ci-dessus pour le Nigeria, comme d'autres pays anglophones, d'avoir plus de commerce avec les Etats non-ZMAO qui sont tous les pays francophones, qu'avec les Etats de la ZMAO dont le Nigeria est membre. Il ne fait aucun doute que l'adoption de l'union douanière au sein de la ZMAO qui serait harmonisée avec l'UEMOA va encore élargir le marché pour le Nigeria.

Figure 4: Exportation à la CEDEAO (comme % de valeur totale d'exportation intra-commercial)



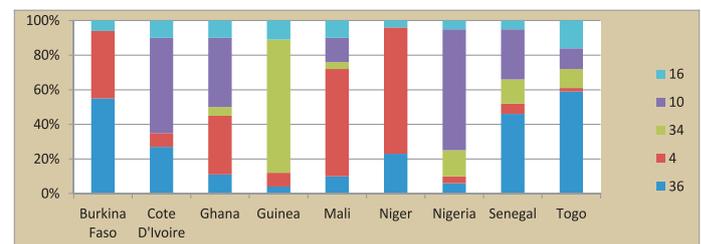
Source: ECOSTAT 2009

Il est bien documenté que le commerce officiel du Nigeria avec les pays de la CEDEAO constitue une proportion négligeable de la valeur totale de son compte que des exportations de pétrole à l'étranger et qu'il est plus de 90%

de ce que le Nigeria vend à ces pays. Le tableau ci-dessous montre que seuls le Nigeria et la Guinée ont les plus petits chiffres des exportations vers la CEDEAO. La part des exportations du Nigeria dans la région de la CEDEAO n'est que de 6%. Pour les autres pays de la région, ce rapport peut être aussi élevé que 59% (Togo), 55% (Burkina Faso) et 46% (Sénégal). Il est intéressant à noter que le Nigeria et d'autres pays de la ZMAO font plus de commerce les pays BRICS et les Etats de l'OCDE qu'avec les autres régions du monde, tandis que les Etats non-ZMAO font plus de commerce entre eux et d'autres régions sub-saharienne (ASS).

Les Etats ZMAO font plus de commerce avec les pays non-ZMAO parce qu'ils sont des pays qui partagent des frontières communes, ce qui a un impact fort sur le commerce frontalier. Il y a cependant des arguments qui soutiennent l'utilisation abusive du certificat d'origine délivré par des pays voisins parlant le français à l'effet qu'ils sont utilisés comme raison de transit pour les marchandises (en particulier les articles ménagers) destinée au Nigeria sous le couvert du programme préférentiel de libéralisation du commerce dans la zone de la CEDEAO. Grâce à ce régime, les marchandises produisent dans les pays non membres de la CEDEAO, entrent le marché du Nigeria sous le prétexte qu'elles sont originaires de ces pays ouest-africains.

Figure 5: Le niveau d'exportations par région pour les pays de la CEDEAO



Source: Uexkull (2012)

### 3.0. Les Exportations non Pétrolières du Nigeria vers les Pays de la CEDEAO

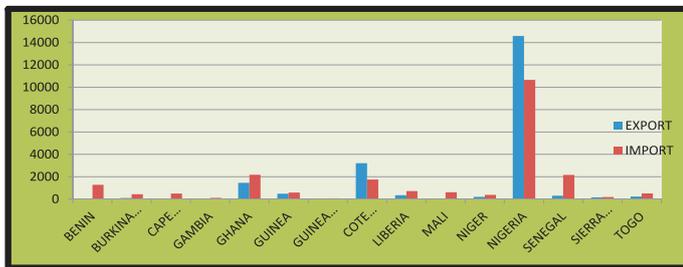
Le pétrole reste toujours le produit d'exportation dominant du Nigeria. Le secteur des exportations non pétrolières est cependant vers les marchés et les produits qui sont également diversifiés. Le Nigeria exporte plus de 90 produits différents à environ 103 pays à travers le globe. La croissance du secteur non pétrolier d'exportation est en moyenne 25-30% par an ces dernières années. Bien que les produits agricoles constituent la plus grande partie d'exportations non pétrolières du Nigeria, les principaux produits d'exportation non pétroliers vers les pays de la CEDEAO sont des produits manufacturés. Le commerce non enregistré dans les produits manufacturés et agricoles qui ne sont pas capturés par les statistiques officielles d'exportation sont considérable.

#### 3.1. Le Nigeria et le Commerce dans la CEDEAO et dans l'UE

La CEDEAO est le plus grand partenaire commercial de l'ensemble des sous-groupes / coopération régionale de l'UE. Les importations de l'UE-27 en provenance de la CEDEAO ont augmenté de 28% entre 2010 et 2009 et dans

l'ensemble les importations de l'UE en provenance du Nigeria a augmenté de plus de 40% entre 2009 et 2010 (Eurostat 2011). Parmi les quinze pays de la CEDEAO, onze sont classés comme les pays les moins avancés (PMA), tandis que quatre sont non-PMA (HDR 2009). Les pays non-PMA de la région sont le Nigeria, le Ghana et la Côte d'Ivoire et, plus récemment, le Cap-Vert. Les 3 premiers pays non-PMA et le Sénégal dans une certaine considération sont les plus grands partenaires commerciaux de l'UE, et depuis une période qui date de 2000 à 2010, ces pays constituent les trois grandes sources d'importation de la CEDEAO ; le Nigeria (9%), Côte-d'Ivoire (5%) et le Ghana (2%), et ils ont montré des taux de croissance moyens annuels positifs. Pendant ce temps, la valeur des exportations du Nigeria vers l'UE dépasse encore la valeur combinée des autres Etats non-PMA.

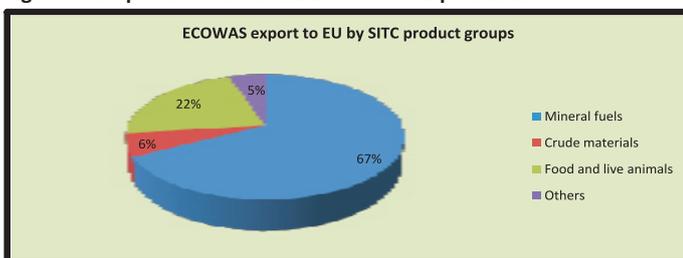
Figure 6: L'échange entre la CEDEAO et l'UE 27- 2010 (EUR Million)



Source: Eurostat 2012, www.epp.eurostat.ec.europa.eu

En 2008, donnant le classement des pays africains de l'UE en termes de valeur des biens échangés, le Nigeria et la Côte d'Ivoire sont classés 4ème et 10ème pour toutes les importations de l'UE alors que le Nigeria, le Sénégal et le Ghana ont été classés 5e, 9e et 10e, respectivement, pour l'ensemble des exportations vers l'UE (Eurostat, 2009). Les principales exportations de l'Afrique occidentale sont le pétrole du Nigeria (50% des exportations ouest-africaines) et des produits agricoles tropicaux (cacao, bananes, ananas, bois) provenant essentiellement de la Côte d'Ivoire et du Ghana (Commission européenne, 2009) alors que le Sénégal est noté pour l'arachide (Bergtold et al, 2005). Pour presque tous les pays, les principaux produits d'importation sont les équipements lourds, les produits chimiques, les textiles, du caoutchouc et des produits métalliques.

Figure 7: L'exportation de la CEDEAO vers l'UE pour 2010



Source: Eurostat 2012, www.epp.eurostat.ec.europa.eu

### 3.2. L'orientation du Nigeria vers l'échange dans la CEDEAO

Une caractéristique clé du commerce de la CEDEAO qui a un effet beaucoup plus négatif sur la croissance et le développement économique de la région est son

orientation extérieure élevée et le niveau relativement faible du commerce intra-régional. Un regard sur la destination des exportations non pétrolières du Nigeria (2008-2010) confirme le faible niveau du commerce intra-communautaire. La CEDEAO comme sous-région a importé 12,5%, 11,13% et 9,74% de produits non pétroliers du Nigeria au cours de la période 2008, 2009 et 2010 respectivement. Les deux tiers des exportations non pétrolières du Nigeria vont encore vers l'Europe et aux USA, tandis qu'un quart va à l'Asie. Beaucoup d'autres pays de la sous-région sont susceptibles d'avoir un pourcentage plus faible du commerce intra-communautaire comme le Nigeria.

Table 2: Les taux de protection sont accordés par les tarifs douaniers au Nigeria

Secteurs	1984	1986	1988	1994	1995	2001
Produits agricoles	40	23	31	23	23	25
Produits manufacturés	35	26	34	34	25	26
Produits de capitaux	29	21	17	16	13	16
Produits intermédiaires	31	22	26	31	18	22
Produits de consommation	43	35	54	48	39	37
Nourriture, boisson et tabac	43	37	38	39	37	36
Textiles et article en cuir	48	42	70	54	43	41
Papiers et matériaux d'imprimerie	29	23	27	21	17	19
Chimiques et pétrole	29	19	21	28	15	19
Produits métaux et machinerie	30	20	22	22	17	20
Industries de métaux de base	29	17	26	34	16	20

Source: Soludo et al 2003.

### 3.3. Les liens Commerciaux et Régionaux Agricoles du Nigeria

L'aspect le plus important du commerce intra-régional du Nigeria est composé des produits agricoles. Depuis 1985, l'économie nigérienne a continué à augmenter son ouverture à la communauté commerciale mondiale. Compte tenu des postulats néoclassiques, cela devrait se traduire par une augmentation de la production et de la croissance du secteur réel comme la fenêtre de la concurrence et de l'amélioration de la technologie s'élargit. Globalement donc, la production et les échanges agricoles ont reçu une facilitation de la politique commerciale au Nigeria, bien que l'effet a été plus doux que ce qu'il aurait pu attendre, étant donné le lien essentiel de ces deux secteurs, comme indiqué dans le tableau ci-dessous. La croissance globale du PIB a évolué inversement avec le tarif moyen dans chaque période étudiée, bien que la valeur ajoutée agricole a évolué en réponse positive à l'indice de protection commerciale (tarifaire), ce qui implique que la politique commerciale a un potentiel pour affecter positivement la croissance agricole et nationale pour l'emploi.

Table 3: Le tarif et croissance du secteur réel du Nigeria (1975 - 2000)<sup>1</sup>

Details	1975 -79	1980-85	1986-94	1995-2000
Tarif moyen (%)	Over 50	33.6	33.53	26.7
Croissance du PIB	6.26	-3.79	4.43	2.94
Valeur agricole ajoutée /PIB (%)	-	35.34	39.80	39.63
Croissance de la valeur agricole ajoutée	-	2.59	3.81	4.43
Exportations non pétrolières Exports (%)	14.91	3.41	4.54	2.33

Source: calculé avec des données du rapport annuel des relevés des comptes (différentes éditions) de la banque centrale du Nigeria

<sup>1</sup>See WT/COMTD/N/21.

#### 4.0. Le Nigeria et les Menaces au Commerce et à l'intégration de la CEDEAO



Multiplicité des organismes de réglementation du commerce entrave l'intégration régionale

Malgré les bons objectifs du Traité de la CEDEAO et les politiques et programmes élaborés visant à promouvoir l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest, le fait demeure que ceux-ci ont réussi à produire les résultats escomptés plus de 3 ans après l'entrée en vigueur du traité. Les Etats membres détiennent toujours jalousement à la souveraineté nationale, même au détriment des objectifs et des intérêts collectifs régionaux. L'instrument le plus puissant de l'intégration régionale, le commerce intra-régional est minée sur une base quotidienne par les agents des gouvernements des Etats membres.

L'existence continue des barrières tarifaires et non tarifaires (BNT) comme outils de la politique commerciale des Etats membres ainsi que certaines pratiques posent en effet une partie de la plus grande menace pour l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. Non seulement l'existence des barrières non tarifaires dans la région mène contre le commerce intra-régional, il est responsable de l'inefficacité dans la pratique de la Zone de libre échange de la CEDEAO (ZLE) en dépit de sa proclamation, il y a plus d'une décennie.

A part ces obstacles qui précèdent, il y a des questions fondamentales qui continuent encore à menacer le commerce et l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest, en particulier les initiatives nigérianes et beaucoup d'entre eux sont examinés dans cet exposé pour plus de clarté.

#### 4.1. Le traitement de la Corruption en Matière de Facilitation du Commerce Régional



L'absence de mandat légal de la part du secrétariat d'appliquer les facilitations du commerce des augmentations de la corruption

La corruption semble être la plus grande menace contre de l'intégration régionale parmi les nombreux maux et obstacles aux échanges qui caractérisent les frontières ouest africaines, en particulier dans la perspective du Nigeria. Les activités des agents frontaliers à de nombreux postes frontières dans la région a besoin d'une attention urgente en vue de l'implication à la réalisation des objectifs d'intégration économique. Tout récemment, de nombreux organismes de surveillance ont rapporté une hausse

tendance plutôt inquiétante dans les cas de corruption parmi les patrouilles frontalières, les postes douaniers, les officiers de l'immigration et les agents d'exécution des douanes. Ils croient que tous les cas de contrebande et le trafic sont facilités par ces agents. Il est largement rapporté qu'il y a plusieurs cas de témoignages de fonctionnaires corrompus du Nigeria et de la République du Bénin qui extorquent toujours de l'argent des voyageurs, et celles-ci se fait ouvertement où les diverses quantités d'argent sont demandés par ces fonctionnaires des voyageurs et les commerçants, bien qu'ils ont des documents valides. Ce n'est pas seulement le cas du Nigeria et les autorités frontalières du Bénin, mais on a toutefois identifié pour la plupart des fonctionnaires des postes frontières terrestres dans la région qui font ça.

Au Nigeria, en raison de la corruption, les agents de la douane n'insistent pas que les lois soit toujours appliquées de manière uniforme ou sans discrimination. Cela a été affirmé d'avoir provenir d'une enquête dans laquelle plus de la moitié des ceux qui ont été interrogés ayant eu des contacts avec l'administration des douanes en 2009 ont indiqué avoir payé un pot de vin. Il est digne de mention que l'impact de la corruption sur la réputation d'un gouvernement et les problèmes de sécurité qu'elle pose ne peut pas être sous-estimée.

De toute évidence donc, c'est l'une des raisons pour lesquelles l'essentiel du commerce et des transactions dans la région sont effectuées de manière informelle. Les commerçants préfèrent payer des pots de vin et faire traverser leurs biens que de passer par le processus formel et duquel ils vont toujours finir par payer quelques pots de vin. Il est assez intéressant de savoir que des diverses sommes d'argent exigées au poste-frontière Nigeria-Bénin (Seme) ne sont pas exigées par les fonctionnaires des postes frontières Bénin-Togo, indiquant que la corruption peut être résolue s'il y a assez d'engagement ou de volonté politique de la part de la classe politique.

#### 4.2. La menace de l'incohérence Politique

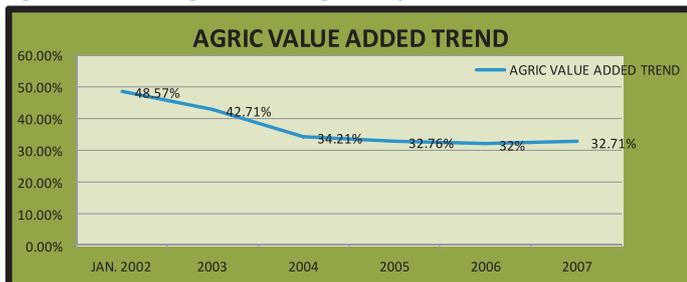


L'incohérence des politiques soulèvent la côte de faire de commerce dans la région

L'incohérence politique dans le secteur du commerce est plus visible dans l'aspect de la politique de libéralisation des échanges et de capitaux, d'autant plus que dans le programme d'ajustement structurel. Par conséquent, non seulement que ces politiques sont d'obstacle au commerce, ils sont aussi irrégulières elles ont connu certain nombre de reprises. Le genre de la libéralisation du commerce du Nigeria semble souvent arbitraire et sans conviction politique systématique et parfois est trop incliné vers le monde extérieur d'une manière qui semble punir involontairement vulnérables, en particulier les femmes et les enfants par empiéter ou la réduction de leur droit de choisir. Un secteur qui a reçu un tel quantum des incohérences est le secteur de la fabrication qui aurait dû produire la partie majeure des marchandises pour le commerce intra-régional.

Les heures supplémentaires, la base industrielle a augmenté de plus en plus faible, perdant même la petite part de l'emploi total intérieur qu'elle avait autrefois. La valeur ajoutée du secteur de la fabrication a chuté de près de 11% du PIB en 1980 à moins de 6% en 2003 (et actuellement 2013, à 4%) et la part des exportations depuis les années 1990 est restée inférieure à 1% de total des exportations. infrastructure de soutien pour le secteur a massivement pourri au fil du temps et la plupart des entreprises s'adressent littéralement pour leurs besoins en infrastructure augmentant ainsi le coût de faire des affaires.

**Figure 8: Pourcentage de valeur agricole ajoutée au PIB**



Source: World Bank data; www.tradingeconomic.com

Un autre abus de la politique commerciale sont les renversements sur les politiques de facilitation du commerce en particulier concernant l'inspection des marchandises. Le Nigeria a maintenu en mouvement de l'inspection à destination des biens d'effectuer une pré-inspection et de retour à destination et fonctionne actuellement sur ce qui semble être un mélange de politique. En outre, le manque de cohérence autour de la mise en œuvre des engagements en matière de libéralisation des échanges schéma de la CEDEAO (SLEC) qui tend à supprimer les obstacles à la circulation des marchandises sous le régime n'est pas dans le meilleur intérêt des initiatives commerciales régionales et les objectifs du gouvernement nigérian. La fourniture et l'utilisation des interdictions / interdictions sont préjudiciables au secteur privé du pays et demeure un obstacle à la capacité du secteur privé à tirer profit des objectifs escomptés de la libéralisation des échanges. La liste détaillée et la proclamation de l'interdiction ne semblent pas suivre toute structure comme la plupart des annonces pour les interdictions sont ad-hoc.

Combien le gouvernement fédéral est disposé et prêt à mettre en place pour remédier à ces incohérences permettrait de déterminer l'efficacité des avantages de l'intégration régionale à l'appui des industries locales ainsi que le secteur agricole est la question.

### 4.3. Identification des Intérêts et la Position Stratégique du Nigeria



Une bonne planification apporte l'élaboration de l'efficace politique

Comme dans de nombreux autres domaines de l'environnement sociopolitique et économique, y compris les questions liées au commerce, il est toujours difficile d'observer systématiquement et identifier les intérêts stratégiques exactes du Nigeria. Cela rend difficile, même pour le secteur privé à prévoir l'orientation politique, et réduit la visibilité de l'architecture d'investissement tout aussi rétrécir la fiabilité, la nature ou la concentration précise et définie des investissements. C'est l'un des facteurs responsables de la diminution de la croissance et du développement dans les secteurs commerciaux en particulier en ce qui concerne certaines règles et protocoles commerciaux régionaux / internationaux. Le résultat final est le manque de direction et de coordination de exactement ce que c'est que le Nigeria espère tirer parti du commerce régional. Un exemple est le cas des interdictions qui sont arbitrairement décidées par le gouvernement et la plupart des fois montés sur le cadre des pressions individuelles / de groupe. Actuellement, la liste des éléments de l'interdiction d'importation a augmenté à 28 avec encore plus de nombreux articles en ligne et les codes. De nombreux analystes se sont inquiétés au cours des méthodes d'imposition des interdictions et les critères d'ajout de matières premières à la liste.

Certains se sont demandés si les décideurs respectifs ont accès à une analyse de l'impact sonore de la politique d'importation prévue / suggérée des changements en ce qui concerne les effets sur l'économie, les prix consommateurs, les entreprises dans des secteurs spécifiques, les volumes d'échanges informels et ainsi de suite. De toutes les enquêtes réalisés à ce jour, il ne semble pas aussi bien qu'il n'y ait aucune tendance systématique à l'élaboration de la liste prohibition. En effet, les membres du comité technique du tarif du ministère des Finances, l'agence chargée de la mise en œuvre des politiques et tarifaires, obtiennent souvent d'entendre des annonces de produits frais ajoutés à la liste d'interdiction dans les médias. Il a été confirmé que la plupart des lobbyistes (agents privés) qui désirent des éléments particuliers à être ajouté à la liste d'interdiction pourrait simplement organiser une visite de courtoisie à Monsieur le Président et jeter les bases de leur appel à l'interdiction de certains articles. En retour, le président promet à le faire et procède à instruire ses collaborateurs pour préparer l'annonce. Cela a involontairement créé monopolistes et fait certaines entreprises et aux particuliers des milliardaires nuit.

### 4.4. La Politique d'interdiction du Nigeria

Il est certain que bon nombre de ces interdictions ne reflètent pas facilement aux besoins commerciaux du pays ne se nourrissent-ils dans une image globale de la restructuration de la politique commerciale comme on aurait pu s'y attendre. À l'exception du riz et quelques autres produits alimentaires qui prohibition sont basées sur les besoins projetés pour encourager les agriculteurs locaux et réduire la dépendance aux importations de produits alimentaires étrangers, la plupart des autres produits interdits ne sont pas fondées sur une politique nationale cohérente et souvent interdiction de ces articles en contradiction avec les termes d'autres accords commerciaux, soit dans la région ou avec d'autres tierces parties. Dans plusieurs cas aussi, l'interdiction de créer immédiatement une rareté artificielle des articles. Les prix

de celles qui sont disponibles s'envolent et les consommateurs sont obligés de payer plus pour les mêmes unités des articles. Dans de nombreux cas, au moment où de nombreux producteurs exploités dans l'industrie de la fabrication du produit, le gouvernement se souviendront de l'interdiction et les prix s'effondreraient. Cela entraîne un effet toile d'araignée sur la production et l'ensemble des perspectives économiques.

Plus encore, les interdictions au Nigeria ne sont souvent pas prises en charge par un programme visant à accroître la production nationale. Une raison majeure offerte par la présidence en interdisant l'importation de certains produits de base est de réduire la pression sur les producteurs nationaux et leur permettre d'améliorer leurs capacités, et d'encourager les nouveaux entrants dans la production locale de produits de substitution pour ces objets interdits. Mais souvent, il a été constaté qu'aucune disposition ou politiques, ni même des incitations spéciales, sont prévus en plus des producteurs locaux afin de leur permettre de rencontrer ces attentes. L'implication est souvent que de nombreuses années sur toute la ligne, la production nationale de ces objets interdits est encore faible et incapable de satisfaire la demande locale. Avec des frontières poreuses trop, prohibition à l'importation augmente simplement le risque lié à apporter des marchandises, et reflète immédiatement sur les prix que les preneurs de risques sont prêts à prendre pour les marchandises. En effet, ces produits se trouvent encore dans les rayons, mais à la hausse des prix. Ce faisant, le Nigeria a tendance à se tourner sur le pied étant donné que l'économie est affaiblie alors que le pays perd aussi des avantages du commerce et l'intégration régionale, notamment en termes de création d'emplois et la redistribution des biens et services.

#### 4.5. L'absence ou l'insuffisance des Infrastructures de Commerce



L'insuffisance des infrastructures ralentit biens et services

Le secteur du commerce du Nigeria est tourmenté par l'absence d'infrastructures, ou, au mieux, une mauvaise infrastructure. Transports et énergie s'ouvre à un rang élevé dans la catégorie des infrastructures requises par l'entreprise nigériane de s'épanouir et de la valeur ajoutée à l'économie de la nation. En termes de commerce régional, tandis que l'énergie nécessaire pour alimenter et améliorer leur productivité s'est échelonnée pendant une longue période et gardé la plupart des opérateurs du secteur privé hors de l'entreprise, le transport - route, rail, air et mer sont absolument pauvres ou déficiente. Par exemple, la route de Lagos à la République du Bénin (le long de Mile 2 de Lagos à la frontière Semé) a actuellement resté d'un bâtiment vétuste, il n'y a aucune présence de lignes de chemin de fer qui auraient pu faciliter le déplacement des marchandises en grandes quantités dans le pays dans les autres Etats membres de la CEDEAO.

De même, alors qu'il ya absence d'une compagnie aérienne régionale pour faciliter la circulation des personnes et des marchandises d'un bout à l'autre (la plupart des transporteurs nationaux sont soit morts, soit, au mieux, dans le coma laissant les passagers à la merci d'un peu de compagnies aériennes peu fiables avec une poignée de avions-ex Arik, Asky, Air Burkina et Air Sénégal), le coût de la circulation des marchandises par mer est si exorbitant et presque inabordable pour inspirer le commerce.

Le résultat de ces infrastructures épilepsie est que le mouvement des biens et des services est toujours ralentie, les biens deviennent plus chers à la population des consommateurs tandis que les bénéfices sont réduits au détriment des opérateurs du secteur privé qui sont naturellement conscient du temps dans leurs transactions pour satisfaire la demande et chiffre d'affaires nécessaire pour une meilleure bénéfices et rupture des égalise. Il est aussi largement responsable hautement périssable des marchandises depuis une majeure partie des marchandises circulant dans la région ne sont pas traités, les produits primaires. Il est important de noter que les femmes sont les pires victimes dans cette affaire puisque les petits commerçants qui se déplacent à l'intérieur des terres sont principalement des femmes.

#### 4.6. L'UEMOA contre le non-UEMOA

L'existence de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, mieux connu sous son acronyme français, l'UEMOA et le long-côtés d'autres pays non-membres de l'UEMOA au sein de la CEDEAO (chacune avec un niveau différent de la cohérence et pourtant pas de relation claire) constitue la plus grande menace pour initiatives d'intégration régionale, que les efforts d'intégration sont divisés entre les deux sous-groupes, chaque compétition pour la suprématie dans la région. L'UEMOA sous-groupe est peut-être l'initiative d'intégration régionale le plus avancé dans toute l'Afrique vu ses institutions, des processus, mise en œuvre de la politique et des ressources financières de prise de décision. C'est déjà une union douanière et est fermement sur la voie de devenir un marché commun, ce qui signifierait la convergence des politiques commerciales financières et monétaires entre ses Etats membres, y compris la fiscalité indirecte.



La CEDEAO et de l'UEMOA: peuvent-ils développés un plan commun sur la libéralisation du commerce et la politique macroéconomique

Contrairement au traité de la CEDEAO, l'UEMOA traité reflète dans une large mesure de la supranationalité dans son initiative d'intégration. L'article 6 du Traité de l'UEMOA affirme expressément la supranationalité des statuts de l'UEMOA par rapport à ceux des gouvernements nationaux. L'UEMOA est actuellement axé sur la consolidation de son union douanière, la coordination et la mise en œuvre de politiques fiscales et sectorielles et la convergence des politiques macro-

économiques. En termes commerciaux, l'UEMOA a compétence exclusive pour négocier des accords bilatéraux au nom de ses Etats membres. L'absence du principe de la supranationalité dans le Traité de la CEDEAO signifie effectivement qu'il n'y a pas de base juridique soumettant les lois des États membres de droit de la CEDEAO.

En conséquence, le respect du droit de la CEDEAO est à la discrétion des Etats membres. Quand pesé dans le contexte du fait que la plupart constitution nationale exigent expressément accords internationaux comme le Traité de la CEDEAO et ses protocoles, pour être domestiqué avant qu'ils ne puissent être appliquées au niveau local, il devient clair que le problème de la non-conformité est celui qui existe à deux niveaux. D'abord au niveau régional, les États membres ne peuvent pas être contestées devant une institution de la CEDEAO comme une question de droit pour violation de l'obligation de traité sur le commerce. Deuxièmement, les citoyens de la communauté ne peut pas contester les États membres gouvernement ou agents pour violation de mêmes obligations devant les juridictions nationales parce que la plupart des lois régionales n'ont pas été domestiqués en conformité avec les exigences constitutionnelles.

Les initiatives du Nigeria sur le commerce est quelque peu inhibés par l'absence d'un instrument politique complète et fiable et le système juridique de règlement des conflits régionaux liés au commerce. En ce sens, étant donné que les litiges commerciaux sont inévitables, mais que les instruments de ces colonies font défaut, il a tendance à dissuader de nombreuses entreprises la confiance de fonctionner pleinement avec la confiance que les affaires découlant de leurs transactions ou autres éventualités peuvent être traitées dans les cadres régionaux. Un exemple est le manque de respect flagrant continu aux ETLS et d'autre de la politique commerciale de la CEDEAO des mesures encore plus par les Etats membres de la CEDEAO sans provisions pour arbitrage, recours ou sanctions équitables.

#### 4.7. La mise en œuvre des Protocoles Faibles

Découlant de ce qui précède, c'est le fait que l'application ou le respect des protocoles communautaires, en particulier le commerce protocoles y relatifs est pauvre. Le développement de la sous-région ouest-africaine se réalisera le mieux dans un environnement où les citoyens communautaires peuvent se déplacer librement à travers les frontières politiques dans la poursuite du commerce légitime des biens et services et dans le processus de contribuer à bâtir une économie régionale dynamique. Malheureusement, malgré plusieurs tentatives audacieuses des chefs de la CEDEAO des Etats et de gouvernements, aboutissant à plusieurs protocoles, conventions et décisions relatives à la libre circulation des personnes et des biens dans la région, les pays individuels ont continué à entraver la libre circulation des personnes et des biens à travers les frontières, entretenu et continuer à ériger des obstacles multiples et les restrictions au commerce intra-régional, y compris les barrières administratives, les interdictions d'importation et les interdictions, etc., et les lois nationales même façonné et politiques visant à restreindre clairement les droits des citoyens et de s'établir n'importe où dans la région. Évidemment, le Nigeria est l'un des Etats membres coupables.



Harassment et exactions des services de sécurité

Dans le malentendu actuel entre les autorités ghanéennes et les commerçants nigériens qui font des affaires au Ghana, de nombreux observateurs économiques estiment que c'est une question de représailles. La cause profonde de cette récupération a été attribué au refus de la part du Nigeria, de marchandises provenant du Ghana à entrer sur le marché nigérien à travers les frontières, même dans la catégorie ETLS.

Deuxièmement, l'approche du Nigeria en vue de résoudre la question persistante peut aussi être considéré comme le laxisme de la part du Nigeria pour explorer ou exploiter toutes les voies diplomatiques et sa position pour conduire les unités respectives au sein de la CEDEAO ou de ses institutions aux équitement et rapidement résoudre le problème efficacement. Tout en appréciant la position de leadership du Nigeria dans la CEDEAO, il est essentiel d'implorer le pays pour réellement conduire le progrès du commerce dans la région par la mise en œuvre exemplaire et l'application des règles.

En ce qui concerne le secteur privé nigérien, en particulier, les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) engagés dans le commerce intra-africain Ouest, les éléments suivants ont été identifiés comme des obstacles spécifiques à leurs activités:

- Le manque d'information et de sensibilisation du Tarif extérieur commun (TEC) de la CEDEAO et d'autres mesures de politique commerciale.
- Extorsion / exploitation, harcèlement par les agents frontaliers.
- Le manque d'informations fiables sur le marché dans les différents Etats membres.
- Pléthore d'exigences administratives (formalités administratives)
- Manque de compétences en gestion d'entreprise.
- Contraintes de transport / coût élevé du transport.
- Les barrières linguistiques.
- Les tarifs / frais par les Etats membres multiple.
- L'instabilité politique dans la sous-région.
- Les politiques gouvernementales incohérentes.
- Mauvais route / infrastructure de communication.

#### 5.0. Conclusion et Recommandations

En effet, étant donné que la majeure partie des échanges en particulier l'exportation de la région ouest africaine est traitée à partir de l'environnement d'affaires nigérien, l'essentiel est que le pays a besoin d'améliorer et d'affiner ses initiatives d'intégration régionale afin d'habiliter le secteur privé à tirer les bénéfices de plus le commerce. Pour les avantages attendus à récolter, les recommandations suivantes sont présentes avancé.

##### 5.1. L'intégration du Programme du Commerce Régional dans la Stratégie de Développement du Nigeria

Commerce, habituellement désigné comme un important moteur de croissance, a la capacité de tirer les économies

d'Afrique de l'Ouest sur les bois. Si cette attente est à réaliser, il est nécessaire pour le Nigeria à plus pratiquement intégrer le programme d'intégration régionale de commerce dans sa stratégie nationale de développement. De cette façon, les questions régionales peut être pris plus au sérieux. En outre, les attentes pourraient également être atteints par l'application sérieuse des protocoles régionaux et les règles ainsi que d'assurer la ratification de tous les cadres connexes en suspens commerciaux régionaux.

Les données empiriques disponibles montrent que la prospérité économique de nombreuses économies prospères a été tirée par le volume des échanges, interprété comme le volume total des exportations et des importations en bourse, et le niveau de compétitivité. Sur cette base, l'intégration du commerce dans les stratégies nationales de développement a pris de l'importance surtout depuis la dernière décennie. Un parallèle tirer vers le bas à partir de ce point de vue de la politique est que le commerce n'a pas été en mesure de jouer un rôle important dans les économies d'Afrique de l'Ouest parce que la politique commerciale n'a pas été donné l'importance voulue à la stratégie globale de développement.

## **5.2. Le mécanisme Rapide de Règlement des Différences Transfrontalières**

Le gouvernement du Nigeria doit s'efforcer de veiller à ce que les différends commerciaux, en particulier les cas de dimension régionale sont résolus aussi rapidement que possible en raison des conséquences économiques néfastes de ces conflits sur les entreprises et les économies nationales. Que ce soit surestaries sont accumulés en raison d'une cargaison en litige dans le port sur la détérioration de marchandises périssables étant détenues illégalement aux points d'entrée aux Etats membres, c'est une perte qui frustre globale de l'intégration économique de la sous-région.

Nigeria peut ainsi faciliter de toute urgence la mise en place d'un règlement des différends du corps / Centre pour la résolution rapide des litiges commerciaux transfrontaliers droit aux points frontaliers. Ce mécanisme de règlement des différends peut être sous forme de tribunaux mobiles situés très près des frontières de proximité pour border les infractions connexes et pour faciliter la dispensation rapide de la justice. Dans la même veine, l'initiative du Nigeria pourrait gagner plus de force si aide du gouvernement ou des œuvres vers l'autonomisation Parlement de la CEDEAO deviennent un droit réel organe décisionnel tout en élargissant la compétence de la Cour de la CEDEAO de la Justice pour divertir les questions liées au commerce. C'est en reconnaissance du fait que les entreprises sont plus intéressés à sauver plutôt que de règlement des différends de longue haleine qui caractérisent souvent le système judiciaire ordinaire temps.

## **5.3. L'adoption de Mécanisme de Sanction**



Le docteur Adrienne Diop président de la Commission de la CEDEAO signent un protocole d'accord au siège de la Commission à Abuja

Dans le contexte que le pouvoir de la Cour EOWAS est fondamentalement seulement consultatif, il laisse la place à du mépris continu des obligations découlant des traités par les États membres. Il s'agit d'un grave fléau de l'intégration et la libre circulation dans l'espace CEDEAO que le manque ou l'absence de mécanismes de sanctions pour dissuader les agents des Etats membres de la tendance de l'impunité et de l'arbitraire dans les opérations et l'application de règles ou de respect des obligations est très endémique. Par exemple, avoir des sanctions spécifiques pour les États membres qui ont non approuvés points de contrôle sur les routes frontalières ou dont les agents illégalement harcèlent transfrontalière traders pourraient contribuer à endiguer la marée et permettre à l'évolution des initiatives d'intégration.

L'élargissement de la portée de la compétence de la Cour de justice afin de couvrir non seulement les questions liées à la violation des droits humains de la CEDEAO, mais qui importe surtout liées au commerce et les différends commerciaux au sein des États membres devraient être envisagées.

Tout en tenant compte de tout cela, il est également important d'étudier l'inclusion de règlement extrajudiciaire différends dans les lois de la CEDEAO comme un moyen de renforcer la confiance des opérateurs économiques du secteur privé qui sont handicapés légalement par des tribunaux.

En effet, pour le secteur privé, le moyen le plus pratique de démontrer la Vision 2020 de la CEDEAO de transformer la CEDEAO des Etats membres de la CEDEAO des peuples, c'est de voir une Cour communautaire de la CEDEAO de justice qui reconnaît et donne accès à des citoyens dans tous les domaines et dont les pouvoirs et compétence couvre les essais sur les traverses des infractions liées à la frontière de la sous-région, y compris la violation des conventions de la CEDEAO relatifs au commerce et en particulier, le Protocole sur la libre circulation.

Surtout, la CEDEAO devraient aussi envisager la mise en place de tribunaux mobiles sur les sites frontaliers avec l'objectif des actions de suivi rapides et comme un moyen d'appliquer des sanctions aux payeurs des dispositions du Protocole sur la libre circulation et les questions traitant comme la piraterie maritime dans les eaux ouest-africaines, croix blanchiment des frontières de l'argent, drogue et du trafic d'êtres humains, etc, commis le long des lignes de frontières au sein de la sous-région.

#### 5.4. Une Revue Totale de la Procédure Globale de la Facilitation Commerciale

Ce qui suit est une liste des programmes et des activités dont la mise en œuvre sont nécessaires pour le renforcement du commerce intra-africain Ouest facilitation du commerce:

- i. Il ya une nécessité de réduire les barrages routiers existants de 50% ou plus, des couloirs commerciaux régionaux et les points frontaliers à travers la mise en place de la Force opérationnelle interarmées comprenant des représentants du secteur public et privé pour travailler dans une perspective régionale.
- ii. La CEDEAO devrait s'associer avec les organisations d'adhésion d'affaires d'harmoniser et de simplifier les procédures, la documentation et règlements douaniers et de transit pour faciliter la compréhension des exploitants des régions, y compris le secteur informel.
- iii. La CEDEAO et les Etats membres doivent chercher à réduire le nombre de documents de douane ainsi que l'harmonisation de leurs applications et les heures de fonctionnement par les Etats membres. Plus encore, la mise à disposition d'une gestion intégrée des frontières (IBM) où les procédures douanières, les normes, les règlements et la documentation sont harmonisées et simplifiées est la clé.
- iv. Développement de croix commerce programmation de facilitation à la frontière visant les MPME et l'établissement d'une synergie aux niveaux national et régional est fondamental.
- v. Il est également nécessaire d'envisager la création possible et l'opérationnalisation des postes frontières à guichet unique à travers la région ouest africaine.

#### 5.5. Renforcement des Capacités des Agents des Services Frontaliers

Afin de réaliser les étapes décrites ci-dessus dans la facilitation du commerce, il est important de se lancer sur le renforcement des capacités des agents des services frontaliers, y compris les douanes, l'immigration, la police, Ports de santé, la mise en quarantaine, l'Agence nigériane des médicaments application de la loi, etc. sur leurs rôles respectifs et l'importance de la reconnaissance de la contribution des MPME et les femmes commerçantes à l'économie nationale. De cette façon, les lois commerciales régionales peuvent être mieux obéi et ne viole pas comme elle est restée.

#### 5.6. Plaintes et Mécanisme de Rétroaction

Nigeria doit instituer un mécanisme au niveau national pour les plaintes des opérateurs MPME victimes de harcèlement sur les routes commerciales à la frontière qui devront être déposées et les actions spécifiques prises avec les autorités régionales. L'idée actuellement mis en place par la Coopération internationale allemande (GIZ) pour combler cette lacune est fortement recommandé pour la collaboration du gouvernement du Nigeria.

#### 5.7. Campagnes de Sensibilisation du Secteur Privé



Le programme de la sensibilisation du public augmente l'incitation des commerçants

Une campagne massive de sensibilisation conjointe de sensibiliser les opérateurs MPME sur le commerce et l'immigration protocoles de la CEDEAO et d'autres mesures politiques, ainsi que les impératifs et l'utilisation du nouveau poste frontière commune en cours de construction à Seme-Krake Plage (Nigeria-Bénin frontière) est primordiale et doit être engagé instamment.

#### 5.8. Formations de Plaidoyer pour les Entreprises

La formation en plaidoyer pour les membres du secteur privé organisée concernant MPME croix commerçants frontaliers ainsi que les règles commerciales et procédures opérationnelles est nécessaire. Ce renforcement va enhardir les opérateurs eux-mêmes d'appliquer la demande de la politique du gouvernement.

#### 5.9. Revisiter le Concept de la Renonciation d'importation

L'objet de dérogations à l'importation est resté particulièrement critique dans l'histoire de la génération de revenus au Nigeria au cours des années. Le sujet est vraiment devenu un tuyau de conduit à travers lequel les recettes qui est légitimement dû pour le développement du pays n'a cessé d'être évacuée de la bourse du gouvernement.

Naturellement, le Président de la République fédérale du Nigeria en vertu des dispositions des articles 11 et 12 de la douanière, tarif d'accise, etc. (Consolidation) l'Act de 1995 a les pouvoirs d'accorder des dérogations à certaines importations. Ces dispositions semblent autoritaires et absolu surtout sous un régime démocratique, et plus encore, dans l'état actuel où le pays a besoin de chaque goutte de recettes pour financer l'énorme déficit d'infrastructure. Renonciation octroi est un processus qui met de côté et rend absurde la politique commerciale de la nation. Il est également important que le Nigeria se rend compte que dans le cadre du nouveau climat de CET, des dérogations (tout comme les interdictions d'importation) doivent avoir des limites. Ce sujet de la renonciation a donc réveillé le défi devant les parlementaires nigériens (en tant que représentants élus du peuple) en vue de revoir les dispositions des lois tarifaires de la nation.

#### RÉFÉRENCES

Bergtold, J. et al (2005) aux conventions de Lomé Cotonou: Commerce de politiques alternatives pour le sénégalais d'arachide Journal secteur de l'économie agricole. Volume 33, numéro 3. 2005. pp. 315,

KANAYO IFEMENAM, Business day, les pratiques de corruption officielles à la frontière Semé (2) jeudi 10 janvier 2013 00:00

Briggs Inye (2010) Intégration du commerce dans la stratégie de développement du Nigeria.

Ken Ukaoha, Esq. (2010 et 2013), la souveraineté et Supranationalité: le cas des textes de la CEDEAO

Uexküll (2012)

Banque centrale du rapport annuel du Nigeria et état des comptes (divers numéros)

Prof Bola Akanji et Ify Achike (2010), Gender Audit de l'Agric du Nigeria et des politiques commerciales - NANTS

Soludo Charles C, Okey George Oji et Chukwuma Agua - 2003, l'impact potentiel d'extension des tarifs de l'UEMOA à tous les États membres de la CEDEAO: une étude de cas de l'impact sur les revenus et la balance commerciale au Nigeria-papier écrit à la CEDEAO dans le cadre de son enquête sur l' impacts du CET sur l'économie régionale de l'Afrique de l'Ouest.

### DERNIÈRES NOUVELLES DU COMMERCE CIÉ

Le Directeur général Pascal Lamy, dans un discours à la CNUCED Global Commodities Forum à Genève le 18 Mars 2013, a déclaré: «Renouveler l'engagement pour le développement du secteur des produits de base dans tous ses aspects est essentielle pour nos objectifs communs de promotion de la croissance et éradiquer la pauvreté". Pour en savoir plus, contactez: Le Directeur générale: "Renouveler l'engagement pour le développement du secteur des produits de base en tant que moteur de la croissance économique et la réduction de la pauvreté"

Conférence sans- frontière 2013 - 2ème transport et rendez-vous annuel des échanges qui explique pourquoi il coûte si cher en Afrique de l'Ouest pour le transport des marchandises et des personnes, a eu lieu à Accra (21 au 22 février 2013). Pour plus d'informations, contactez: Transport Infrastructure | USAID West Africa Trade Hub

Les chaînes de valeur: Il ya un regain d'intérêt pour les conséquences de chaînes de valeur mondiales. Ceux-ci englobent une reconceptualisation de gros des statistiques: Comment les pays d'Afrique subsaharienne devraient réfléchir sur les chaînes de valeur mondiales?

Le Cabinet sud-africain a approuvé le Plan d'action pour une politique industrielle 2013-2015 (IPAP) décrivant les initiatives du gouvernement pour accélérer l'industrialisation de l'économie sud-africaine. Pour en savoir plus, contactez: SA industrial policy plan approved

Les experts du commerce ouest-africains ont rencontré la CEDEAO et de l'UEMOA commissions à Accra - Ghana (20-22 février 2013) afin d'examiner les divergences qui existent encore dans le contexte des négociations de l'APE entre la CEDEAO et l'Union européenne (UE). Pour plus d'informations sur les résultats, veuillez communiquer avec: Commission de la CEDEAO à [www.ecowas.int](http://www.ecowas.int)

Les ministres ouest-africains et des experts relevant du Comité Ministériel de Suivi (MMC) se sont réunis récemment à Praia-Cap-Vert (21e - 22nd Mars 2013) d'examiner les recommandations des experts, en particulier, la proposition d'offre de marché dans le contexte des négociations en cours de l' EPA. Pour plus d'informations, contactez: [www.ecowas.int](http://www.ecowas.int)

### FOIRES ET EXPOSITIONS À VENIR



Expo Build China 2013 (01 - 03-April 2013)

Une foire Int'l pour tout ce qui concerne les matériaux de construction, céramique, tuiles, etc., des solutions à guichet unique pour la construction.

La 7e Foire Commerciale CEDEAO se tiendra au Ghana en Octobre 2013 • Le Comité régional a convenu des paramètres. Il est important que les opérateurs du secteur privé ouest-africains participent à la foire régionale. Pour plus d'infos: [www.ecowas.int](http://www.ecowas.int) OR ECOWAS PRESS RELEASES

FUTUREALIA Istanbul, Turquie 2013: Le 18ème Forum du développement commercial Int'l tient du 5 - 7th Juin 2013, et est organisé / promue par NANTS, NWES, World Trade [nants\\_nig@yahoo.com](mailto:nants_nig@yahoo.com) OR +23497812124.

NANTS et ERAYANA Exhibitions organise la première Chaussures en cuir du Nigeria et de la CEDEAO et accessoires équitable aura lieu du 8 au 12 mai 2013, au Toit Bleu de Lagos [nants\\_nig@yahoo.com](mailto:nants_nig@yahoo.com) OR +23497812124

NANTS organise entreprises nigérianes à la Foire de Canton aura lieu en Chine du 15 - 19th Avril 2013. Pour plus d'informations, contact: [nants\\_nig@yahoo.com](mailto:nants_nig@yahoo.com), OR +23497812124

International Food, Beverage & Packaging Technology Trade Fair Venue : Expo Centre Lahore, 5 – 7 Sept 2013



2nd InDIGO Denim B2B Expo: Vêtements et textiles importateurs à travers le monde, les acheteurs, les commerçants, les professionnels et les professionnels

Lieu: Commerce international Expo centré, 62 19- 20-Avril-2013 <http://www.indiadenimexpo.com/>

**NANTS reconnaît avec gratitude le genre de soutien financier de la GIZ à la publication de cette édition de la CEDEAO Vanguard. Cependant, tous les points de vue exprimés dans cette publication ne reflètent en aucune manière représenter ou celle de la GIZ, mais celle des auteurs.**



ECOWAS Vanguard est publiée par l'Association Nationale de Commerçants Nigériens, comme un outil de plaidoyer pour sensibiliser et amener le changement souhaité dans l'attitude actuelle vers l'intégration régionale dans la sous-région à travers la sensibilisation à fin de stimuler la discussion et les débats sur les questions du processus de l'intégration régionale.

Des contributions sont les bienvenues et doivent être adressées à :

**Cet article a été rédigé par:  
Ken UKAOHA, Esq. et. Aniekan UKPE**

**Translation par:  
BERTHA AWA**

**The Editor:  
ECOWAS VANGUARD  
National Association of Nigerian Traders  
19, Dan Suleiman Crescent,  
Utako - Abuja**

Design and Layout:  
thebren communications 08034410900, 08055314199

## **SUR NANTS**

L'Association Nationale des Commerçants Nigériens (NANTS en anglais) est l'organisation faitière de commerçants en matières premières, les produits industriels et finis (fabriques localement ou importés) au Nigeria. Cependant, pour encourager l'interconnexion entre l'accès au marché et la production de biens, NANTS a aussi comme membre les fabricants locaux de matières premières ainsi que des réseaux d'agriculteurs locaux. Les femmes constituent environ 65% des membres.

La vision de NANTS est de « promouvoir les échanges au-delà de l'achat et la vente à un véhicule pour la justice sociale, les droits de l'homme, développement durable et la réduction de la pauvreté ».

La mission de NANTS est « la promotion du commerce et du progrès économique, de unir et défendre les droits des entrepreneurs à travers des programmes stratégiques et des interventions politiques ».



**L'ASSOCIATION NATIONALE DES COMMERÇANTS NIGÉRIENS-ANCN**  
Plot 19, Dan Suleiman Crescent, Behind Utako Market; FCT – Abuja  
Tel: +234 9 781 2124, +234 806 401 4785, +234 803 300 2001  
Email: nants\_nig@yahoo.com, info@nants.org, kennants@yahoo.com  
Website: www.nants.org